

Urgence sociale, urgence écologique, urgence européenne. Pour y faire face,

**FORCES DE TOUTE LA GAUCHE, RÉVEILLONS - NOUS !**

*Sans une tout autre politique économique il n'y aura ni justice sociale,  
ni voie de salut pour la planète et pour l'Europe*

Devant le double danger du néolibéralisme et des nationalismes, faire l'impasse sur les élections européennes est un risque mortel. Et la Gauche n'appartient pas aux Partis qui se revendiquent d'elle : de larges forces vives (syndicats, associations, mouvements, organes de presse, think tank...) refusent le défaitisme politique. C'est pourquoi, dans l'esprit de l' « Appel à un sursaut de la Gauche » (disponible sur le site <https://www.renaissancedeslumieres.fr>), nous proposons, pour une large campagne de signatures, le texte ci-dessous. ***Pour renforcer la pression unitaire raisonnée.***

### **I - Analyser : trois urgences + une**

Les trois urgences actuelles viennent de loin, c'est-à-dire de l'installation mondiale du néolibéralisme depuis la fin des années 70 : dérégulation de la circulation mondiale des capitaux dans la logique du profit financier de court terme, pression sur les salaires, précarisation générale du travail, destruction des solidarités sociales, assujettissement des États à des règles budgétaires posées comme supérieures à leur souveraineté, atteintes croissantes aux principes démocratiques. C'est cette logique qui poursuit la course à l'abîme dans la surexploitation des ressources naturelles alors que bonnes pratiques, programmes écologiques et larges mobilisations font peu à peu de l'écologie l'affaire de tous. C'est ce même système économique, social et politique, dominé par les multinationales, qui rencontre un sursaut de révolte parmi ceux qui sont les perdants de cette mondialisation violente : le mouvement des gilets jaunes en France est un moment de cette révolte. Et c'est encore lui qui à force de destruction des solidarités sociales et d'asservissement des États, suscite, en Europe en particulier, les replis nationalistes, réactionnaires et autoritaires, qui se veulent protecteurs quand ils ne font qu'aggraver le mal et réveiller les vieux démons : peur, haine et racisme.

***Les prochaines élections européennes peuvent être l'occasion de dénoncer clairement ce système et de donner la parole à ceux qui le combattent autrement que par le repli nationaliste.***

Quatrième urgence, donc : il faut que, plus larges que les Partis de Gauche, les forces de Gauche, ***du Centre-Gauche à l'Extrême Gauche***, concourent, en poussant ces Partis, à ouvrir des perspectives sociales, économiques et politiques novatrices. Et elles le peuvent en commençant par confronter les principes bien assurés qui sont les leurs et l'analyse attentive des situations.

### **II - Être de Gauche aujourd'hui : sept principes.**

**1. L'État de droit** : limitation et auto-limitation de tout pouvoir sous des règles de droit et respect et exercice ***des droits déclarés*** : 1789 (l'homme et le citoyen), 1944 (Philadelphie, Droit international du travail), 1948 (Déclaration universelle), 2000 (Droits fondamentaux européens) ... .

**2. La démocratie représentative** : on n'a rien trouvé de mieux pour légiférer ; il faut lui redonner son rôle face aux technocraties et aux lobbies ; il faut aussi améliorer sa transparence et la vivifier par toutes les dynamiques démocratiques extraparlimentaires : presse libre, manifestations, grèves, débats instruits,... et, le cas échéant, référendum, mais soumis lui aussi au droit.

**3. L'unité fondamentale des luttes sociales et des luttes écologiques** : elles convergent dans le combat contre la surexploitation des forces humaines et des ressources naturelles.

**4.** Dans l'esprit de ces luttes ***la mise en cause du capitalisme, du profit et du marché total*** comme buts absolus de toute activité humaine, l'opposition à la concentration des pouvoirs entre les mains d'une petite minorité, et la recherche commune d'une autre forme de société : ***nouveau mode de production et nouveau mode de vie.***

5. *L'ancrage dans le monde du travail* et la recherche de l'unité de toutes les classes sociales peu ou prou dominées, et précarisées voire déclassées. Pour défendre et conquérir des droits et pour faire converger majorité sociale et majorité politique.

6. *L'égalité absolue en droits, effectifs, des femmes et des hommes, et le refus de toute discrimination.*

7. *Le principe de solidarité*, anticipation d'une société fraternelle ; il inspire, entre autres, la sécurité sociale française : même taux de cotisation pour tous, mêmes soins gratuits pour tous ; système que le néolibéralisme veut, ce n'est pas un hasard, mettre au pas du chacun pour soi.

### III - Ouvrir sept perspectives

1. Il faut la *justice fiscale, redistributive*, mais jusqu'au bout, en particulier en contrant réellement (c'est difficile mais faisable) l'évasion fiscale des classes dominantes et des multinationales.

2. Il faut aussi la *justice sociale*, qui exige au moins une juste échelle dans la *distribution* des revenus, la restauration et l'extension inventive du droit du travail et la démocratisation de l'accès aux savoirs et à la culture : lourdes mais urgentes tâches, tellement on est loin du compte.

3. Mais il faut, plus que tout et condition de tout, une *société juste*, c'est-à-dire une *nouvelle distribution des pouvoirs économiques* et financiers ainsi que de *nouvelles orientations de la production*. L'enjeu ultime est ici le libre choix commun : *liberté commune*. Et une fois cet enjeu bien conçu, il en découle quatre exigences.

4. *Combat contre le productivisme et pour un développement durable* respectueux des forces humaines et avec l'empreinte humaine minimale sur la nature : c'est possible, par l'usage ardent, et régulé par des *débats instruits*, des potentialités technologiques. Questions centrales ici : que pouvons nous produire ? Comment ? Quels critères de choix nous donnons-nous ? Et dès lors que *décidons-nous, librement*, de produire ?

5. *Développement solidaire* qui, contre la logique néolibérale faisant du paiement de la dette la condition de l'investissement, tient que l'investissement permet le désendettement et le non endettement. Cette nouvelle logique concerne tant la France que la Grèce ou les rapports Europe - Afrique.

6. *Démocratie tous azimuts*. Il faut non seulement « démocratiser la démocratie » (politique) *mais aussi la finance et les entreprises*. Finance : lutter contre le gigantisme bancaire et instaurer, à côté de la seule rentabilité financière et rivalisant avec elle, de *nouveaux critères, sociaux, économiques et environnementaux, pour les financements et refinancements*. Grandes entreprises : reconsidérer leur organisation (et en particulier la composition de leur Conseil d'administration). Toutes entreprises : prendre en compte non seulement leurs rapports de marché mais aussi ceux de coopération, et améliorer les modes d'intervention des salariés.

7. *Démocratie à tous les étages*, du communal au national et au-delà, et *choix de l'Europe*. *Erreur tragique de ceux qui croient qu'en combattant l'Europe ils combattent les multinationales (elles sont partout, dans les régions et nations comme au-delà)* . L'Europe peut au contraire être un lieu ou niveau de souveraineté crucial, à articuler avec la souveraineté des *nations européennes, de petite ou moyenne puissance, pour les protéger face aux multinationales et aux grandes puissances (USA et Chine)*. Mieux : une Europe libérée, grâce aux forces de Gauche, de l'étau constitué par le néolibéralisme et les nationalismes, accéderait à un niveau de *puissance* et de *rayonnement* capable d'infléchir le cours du monde dans un sens coopératif.

Fédérer les forces de Gauche est possible. C'est donc un *devoir* pour les Partis de Gauche d'y œuvrer. *Tout de suite* : pour répondre aux urgences et aux attentes.

Il faut tout faire pour éviter l'éparpillement. Une unité de la Gauche doit être recherchée. Non pour proposer un (impossible) programme clés en main, mais pour donner le signal d'un sursaut commun.

À l'initiative de cet « Appel des 7 » : trois philosophes et quatre économistes.

Économistes : Laurence Scialom, Frédéric Boccara, Ulf Clerwall et Robert Salais.

Philosophes : Robert Lévy, Xavier-Francaire Renou et Hadi Rizk.